

OMAN : FICHE PAYS – MAI 2025

Catégorie OCDE (2025) : 4/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : BBB- / Ba1 / BB

Change : Rial Omanais (OMR) / Régime de change fixe (ancré à l'USD)

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : 2050



FORCES

- Efforts de consolidation budgétaire
- Part croissante des secteurs hors hydrocarbures dans l'activité économique
- Production de gaz prometteuse pour compenser la baisse de production du pétrole
- Stabilité politique

FAIBLESSES

- Dépendance aux revenus des hydrocarbures
- Taux de chômage élevé chez les jeunes et faible taux d'activité chez les femmes.
- Besoin de financements externes à long-terme
- Subventions nombreuses et difficiles à retirer sous peine de contestations sociales

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : amélioration

Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance : En 2024, le PIB réel a accéléré à +1,7 %, soutenu par les activités hors hydrocarbures. Un nouveau rebond de l'activité est attendu en 2025 sous fond d'investissement soutenu dans le cadre de la diversification économique et de reprise du secteur pétrolier avec le relâchement de quotas de production OPEP+. Oman reste vulnérable aux fluctuations des prix pétroliers et aurait des réserves de pétrole limitées à 15 ans. Pour faire face à cet écueil, le Plan Vision 2024 vise à diversifier davantage l'économie en intensifiant les efforts de privatisation, en attirant des investissements directs étrangers et en soutenant l'innovation technologique (métaux, pétrochimie, logistique).
- Vulnérabilité des comptes publics : Depuis 2022, le pays a renoué avec un excédent public (+2 % du PIB en 2024 selon Fitch). Le Sultanat a profité de la reprise des recettes pétrolières pour rembourser par anticipation sa dette publique, qui est passée de 62 % du PIB en 2021 à 34 % en 2024, ce qui a fortement réduit le niveau de risque souverain. À moyen terme, les autorités semblent s'engager sur la voie d'une gestion fiscale prudente mais les finances publiques resteraient fortement dépendantes de la conjoncture sur le marché du pétrole.
- Vulnérabilité extérieure : Le signe du solde courant reste dépendant du niveau des prix des hydrocarbures. Le niveau des réserves de change limite les risques sur le maintien de l'arrimage rial-dollar.
- Vulnérabilité du secteur bancaire : Le secteur bancaire a connu une croissance robuste en 2024, et une nouvelle loi bancaire en 2025 visera à renforcer la stabilité.

Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique : La situation politique d'Oman est stable, avec des réformes économiques qui améliorent l'emploi des nationaux, bien que le taux de chômage reste élevé. Le pays entretient des relations diplomatiques diversifiées et stables sur la scène internationale.
- Climat des affaires : Les autorités multiplient les réformes pro-business pour attirer des IDE et favoriser la diversification mais des défis tels que l'omanisation et la forte concentration des IDE dans le secteur pétrolier et gazier subsistent.

Environnement et politique du climat :

- Vulnérabilité climatique : Oman fait face à un risque de transition important avec sa forte dépendance à la production d'énergies fossiles. D'ambitieux projets pour le développement de l'hydrogène vert constituent la pierre angulaire de la transition omanaise vers une production énergétique plus verte.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux partenaires commerciaux + France

Part moyenne des échanges de marchandises entre 2019 et 2023 (% du total)

Exportations		Importations	
1 Emirats arabes	7,5%	1 Emirats arabes	33,6%
2 Arabie saoudite	4,2%	2 Arabie saoudite	7,6%
3 Inde	3,1%	3 Chine	7,1%
4 Qatar	3,0%	4 Etats-Unis	6,8%
39 France	0,2%	32 France	0,5%

Sources : ITC

Principaux produits échangés

Part des échanges de marchandises en 2023 (% du total)

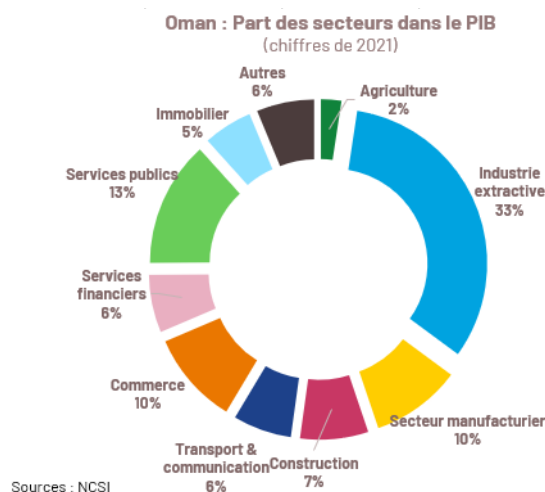
Exportations		Importations	
Combustibles	69,7%	Combustibles	23,9%
Plastiques	4,0%	Machinerie méca.	9,3%
Fonte, fer, acier	3,1%	Automobiles	8,3%
Minerais	3,0%	Machines électriques	5,9%
Engrais	2,0%	Fonte, fer, acier	4,2%

Sources : ITC

TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

OMAN	2021	2022	2023	2024 (e)	2025 (p)	2026 (p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	87	110	106	107	104	107
Rang PIB mondial	68	66	68	68	NA	NA
Population (Mns)	4,5	4,9	5,2	5,3	5,5	5,7
Rang Population mondiale	119	118	116	113	NA	NA
PIB / habitant (USD)	19 457	22 264	20 499	20 061	18 966	18 904
Croissance PIB (%)	2,6	8,0	1,2	1,7	2,3	3,6
Inflation (moyenne annuelle, %)	1,7	2,5	1,0	0,6	1,5	2,0
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	24,3	16,4	16,0	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dette publique (% PIB)****	61,9	41,7	37,5	33,9	33,5	33,3
Solde public (% PIB)****	-2,0	3,5	2,9	2,0	0,7	-0,2
Charge de la dette publique (% recettes budg.)*	NA	NA	NA	NA	NA	NA
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)	-5,5%	4,0%	2,5%	2,2%	-1,5%	-2,5%
IDE (% du PIB)***	11,4%	6,1%	12,2%	2,6%	NA	NA
Réserves (en mois d'importation B&S)	5,1	4,5	4,0	4,3	3,9	3,3
Dette extérieure totale (% PIB)***	75,9%	55,0%	52,4%	55,3%	55,5%	55,4%
Dette extérieure CT (% PIB)	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Taux de change**	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
SYSTÈME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés**	19,9	19,7	19,6	18,9	NA	NA
Taux de NPL**	4,2	4,4	4,5	4,5	NA	NA
ROE**	6,8	7,9	8,6	NA	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	101	94	92	101	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) ^a	6	6	7	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	89	95	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions. Sources : FMI (WEO 4/25), *Banque Mondiale, **Central Bank of Oman, ***Oxford Economics, **** Fitch
a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch



1. SITUATION ECONOMIQUE

- **Croissance économique malgré des défis persistants**

Le PIB réel aurait accéléré, avec une croissance de +1,7 % en 2024, tirée par les activités hors hydrocarbures (+3,6 % selon le FMI), notamment le secteur manufacturier et les services. Le tourisme s'est largement remis du choc de la pandémie, avec 3,9 millions de visiteurs (contre 3,5 millions en 2019). Le PIB lié aux hydrocarbures s'est en revanche contracté (-2,2 %), en lien avec une baisse de -5 % de la production de pétrole. Malgré ce repli, les exportations d'hydrocarbures ont augmenté de 18,4 % en valeur en 2024, tirées par les exportations de pétrole raffiné¹. Elles ont néanmoins légèrement diminué en volume.

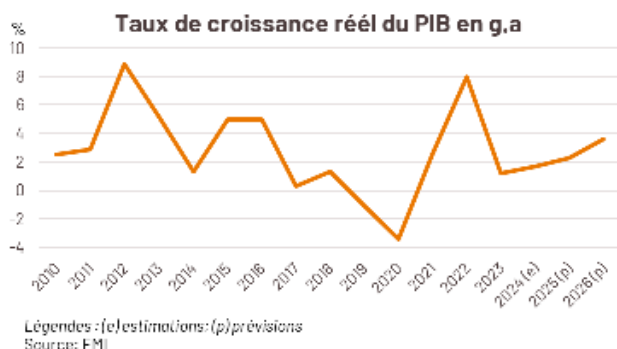
Dans le cadre de l'ancrage du rial omanais à l'USD, la Banque centrale (CBO) aligne sa politique monétaire sur celle de la Fed. Ainsi, la Banque Centrale d'Oman a réduit les taux d'intérêt de -75 ppb en 2024.

Fort d'une hausse de +18 % en valeur des investissements directs étrangers (IDE) et d'un soutien public renforcé dans le cadre de la diversification de l'activité² (cf. infra), l'investissement a positivement contribué à la croissance de l'activité en 2024.

Les revenus des ménages ont quant à eux bénéficié de la faiblesse de l'inflation (+0,6 % en m.a en 2024), tandis que les initiatives d'omanisation³ ont favorisé les créations d'emplois pour les Omanais, soit autant d'éléments propices à la croissance de la consommation privée. La main-d'œuvre expatriée, après avoir fortement progressé en sortie de crise sanitaire, a diminué de -1,0 %, sans impact négatif sur la croissance.

- **Accélération attendue de l'activité en 2025**

Selon les principaux instituts de prévision, la croissance du PIB devrait accélérer pour être comprise entre +2,3 % (selon le FMI) et +3,8 % en 2025.



¹ Les activités de raffinage, qui ont connu une croissance réelle de +53,2 % en 2024, sont intégrées au PIB non pétrolier dans les statistiques locales. Toutefois les exportations de pétrole raffinées sont comptabilisées dans les exportations d'hydrocarbures.

² Le gouvernement s'est engagé à alléger la bureaucratie, pour le moment encore très pesante.

³ Les initiatives d'omanisation visent à augmenter la participation des Omanais sur le marché du travail et réduire la dépendance à la main-

L'activité non-hydrocarbure resterait soutenue en 2025, en raison de (i) la poursuite du processus de diversification de l'activité, porté par le gouvernement et (ii) par la baisse des taux d'intérêt et la maîtrise de l'inflation⁴, qui soutiendraient la demande interne. L'investissement continuerait d'être le moteur de l'économie, avec une hausse attendue des investissements des entités liées à l'Etat (GREs) et des IDE. En effet, selon le budget 2025, les investissements des GREs devraient augmenter de +13,8 % par rapport à 2024 pour un montant total représentant 4 % du PIB.

Le PIB lié aux hydrocarbures devrait rebondir en 2025 (+0,2 %) grâce à la suppression progressive des restrictions de production de barils. Selon le communiqué de presse de l'OPEP de mai 2025, le niveau de production d'Oman devrait augmenter à 775 000 bj en juin 2025 (contre 766 000 bj en 2024). Les doutes persistants quant à l'évolution de la demande mondiale de pétrole dans un contexte de guerre commerciale pourraient amener l'OPEP+ à réviser la cadence de hausse de sa production. Par ailleurs, le rebond pourrait être limité par l'augmentation des stocks de pétrole, qui devraient exercer selon l'EIA une pression à la baisse sur les prix du pétrole brut fin 2025 et en 2026.

Du côté du commerce extérieur, une reprise de la production pétrolière favoriserait la croissance des exportations d'hydrocarbures. Les perspectives du secteur touristique restent par ailleurs positivement orientées. En revanche, Oman est exposé au relèvement des droits de douane de 25 % sur l'acier et l'aluminium par l'administration Trump aux Etats-Unis, effectif depuis mars 2025. En effet, sur les cinq dernières années, Oman exportait en moyenne 27,5 % de son aluminium vers les Etats-Unis, son premier marché à l'export pour ce produit. De plus, D. Trump a annoncé le 2 avril des droits de douane sur tous les pays (reportés au 9 juillet). Le Sultanat est relativement moins touché, étant soumis uniquement au taux universel de 10 %⁵.

- **Les perspectives de long terme s'améliorent mais des inquiétudes persistent**

Le FMI prévoit une croissance moyenne du PIB de +3,4 % entre 2024 et 2030. Toutefois, selon Fitch, au rythme actuel, les réserves de pétrole connues d'Oman devraient s'épuiser dans les 15 prochaines années. Les perspectives de croissance à long terme sont donc étroitement liées à la capacité à diversifier rapidement l'économie et donc à déployer les investissements dans le cadre du plan Vision 2040. La capacité de réalisation de ces derniers dépend néanmoins largement des recettes publiques, qui restent vulnérables à la volatilité

d'œuvre étrangère par des formations, des incitations pour les entreprises et des politiques de promotion de l'emploi local.

⁴ Historiquement, l'ancrage du rial et la politique de subventions permettent de fortement lisser les effets de hausse des prix.

⁵ L'acier et l'aluminium, déjà soumis à des droits de douane de 25 %, sont exemptés des 10 % additionnels. Par ailleurs, les hydrocarbures (70 % des exportations), sont exemptés de cette taxe de 10 % à ce stade.



des prix pétroliers. Entre 2014 et 2020, la chute des cours pétroliers avait lourdement entravé ces dépenses.

Dans le cadre du plan Vision 2040, le Sultanat souhaite développer les secteurs hors hydrocarbures tels que la logistique, le tourisme ainsi que l'industrie métallurgique. Oman a déjà investi massivement dans le développement de ses infrastructures logistiques, avec notamment le port et la zone franche de Sohar pour près de 30 Md USD jusqu'en 2024, et un projet d'expansion de 23 M USD annoncé. Ces investissements comprennent des clusters industriels dans la logistique, la pétrochimie et l'agroalimentaire. Oman soutient la recherche et l'innovation dans plusieurs secteurs, y compris la production d'aluminium, de fer et d'acier, afin d'augmenter leur production et d'améliorer leur compétitivité. Le gouvernement facilite par ailleurs le tourisme notamment via des visas électroniques et des liaisons aériennes accrues.

Pour financer Vision 2040, Oman mise sur la privatisation et les investissements directs étrangers (IDE). Le fonds souverain, l'Oman Investment Authority, a lancé en 2024 le « Future Fund Oman » doté de 5,2 Md USD pour soutenir les projets nationaux et les PME. Des cessions d'actifs publics sont également prévues.

Malgré ces initiatives, le climat des affaires en Oman reste marqué par plusieurs défis tels que la politique d'omanisation, qui impose des coûts salariaux élevés et qui peut décourager les multinationales, un taux d'activité faible chez les femmes⁶ (30,6 % en 2024), ainsi qu'une population jeune à intégrer (27 % a moins de 15 ans) dont le taux de chômage reste élevé (14,1 % pour les 15-24 ans). Enfin, la forte concentration des IDE dans le secteur pétrolier et gazier (80 % des IDE) souligne la nécessité de diversifier les investissements vers les secteurs hors hydrocarbures.

• Un secteur bancaire solide

En 2024, le secteur bancaire a enregistré une croissance robuste du crédit et des dépôts. De plus, le ratio de la dette des GREs au PIB d'Oman est passé de 41 % en 2021 à 30 % en juin 2024. Cette baisse significative de l'endettement des GREs renforce la solidité du secteur bancaire en améliorant la solvabilité de ces entités. Le ratio de solvabilité CAR est estimé à 18,9 % fin 2024, bien au-dessus du seuil minimal fixé à 11 %. Le ratio de prêts non performants est resté stable à 4,5 % en 2024.

Afin de renforcer la gouvernance et la stabilité financière, Oman a mis en place une nouvelle loi bancaire le 1^{er} janvier 2025, octroyant des pouvoirs réglementaires élargis à la CBO, visant à améliorer la transparence du marché financier et à réduire les risques systémiques⁷.

⁶ Il reste supérieur à la moyenne du MENA (18 %) mais largement en deçà de la moyenne mondiale (49,1 %).

⁷ Les principales dispositions comprennent de nouvelles exigences en matière de fonds propres, des réglementations en matière d'octroi de licences, des mesures de protection des consommateurs et des sanctions en cas de non-conformité, qui concernent les banques et les institutions financières traditionnelles, numériques et islamiques.

2. FINANCES PUBLIQUES

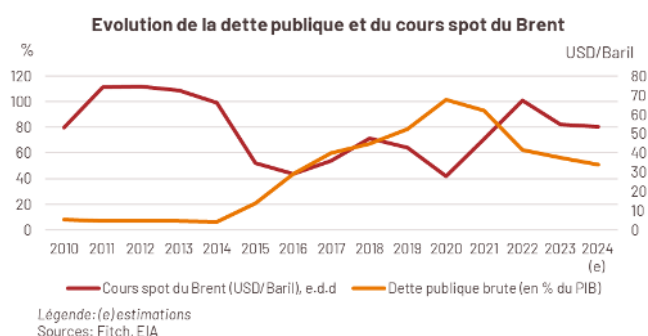
• Maintien de l'excédent budgétaire

Après huit années de déficit public, marquées par une conjoncture peu favorable sur les marchés pétroliers, Oman a dégagé un excédent budgétaire en 2022. En 2024, le prix du baril de pétrole qui équilibre les finances publiques était l'un des plus bas de la région (53,7 USD), ce qui offre certaines marges budgétaires et a permis d'augmenter les dépenses en 2024 (+7,6 % au total, tiré par les dépenses d'investissement : +29 %). Dès lors, l'excédent budgétaire aurait atteint +2,0 % du PIB en 2024, selon le FMI. En revanche, le déficit public hors hydrocarbures reste très creusé (près de -29 % du PIB hors hydrocarbures selon le FMI, mais légèrement mieux positionné que la moyenne des pays de la région (-33 % du PIB), ce qui reflète bien la forte dépendance aux performances du secteur pétrolier et l'insuffisance du processus de diversification de l'activité à ce stade (cf. Partie 1).

Le budget 2025 prévoit de réduire davantage le déficit primaire hors hydrocarbures, tout en maintenant les dépenses pour les filets de sécurité sociale⁸. Les recettes de TVA et des taxes d'accise devraient augmenter de 5 % par rapport au budget 2024 et celles de l'impôt sur les sociétés de 4 %. A moyen terme, les autorités devraient continuer à viser une gestion budgétaire prudente.

• Forte baisse de l'endettement public

Depuis 2022, le Sultanat utilise les revenus des hydrocarbures pour rembourser par anticipation sa dette publique. Ainsi, le ratio de la dette est passé de 62 % du PIB en 2021 à 34,9 % en 2024.



Par ailleurs, les actifs financiers nets du gouvernement ont continué de s'améliorer, passant de -12,8 % du PIB en 2022 à -7,4 % en 2023. Ces améliorations ont entraîné une baisse des écarts des spreads souverains d'Oman⁹, qui sont passés d'une moyenne de 320 points de base en 2022 à environ 150 points de base en 2024, bien en dessous de la moyenne des marchés

⁸ Une nouvelle loi de protection sociale a été mise en œuvre en 2024 pour élargir l'accès équitable aux services sociaux et aux programmes d'aide sociale.

⁹ Le spread correspond à l'écart de taux entre les obligations souveraines omanaises et américaines.

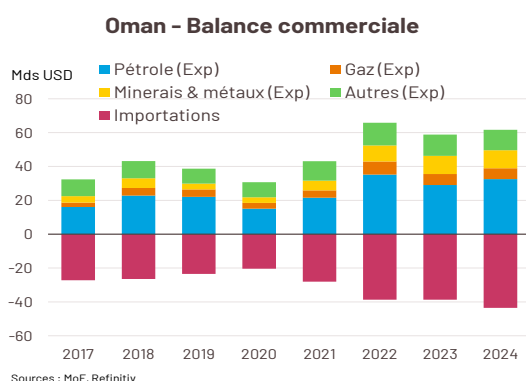


émergents. Cette performance a conduit Moody's à réviser à la hausse la note souveraine d'Oman de Ba3 à Ba1 et a permis au pays de passer de la catégorie OCDE 5 en 2022 à 4.

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Un excédent courant en baisse**

L'excédent courant aurait atteint 2,2 % du PIB en 2024 selon le FMI, avec un rebond des exportations d'hydrocarbures (+18,4 % en g.a en valeur), tiré par les exportations de pétrole raffiné (cf. Partie 1) et les réexportations (+14,9 %), compensant la diminution des exportations de biens hors hydrocarbures (-16,3 %). Le solde courant reste très dépendant aux exportations d'hydrocarbures (près de 75 % des exportations).



Les exportations hors hydrocarbures, telles que celles de plastique et de métaux de base, devraient progresser tandis que la mise en service complète de la raffinerie de Duqm et son projet d'expansion permettrait de stimuler les exportations de pétrole raffiné. Le déficit des services se réduirait grâce à la poursuite de l'élan dans le secteur du tourisme (cf. Partie 1). Cependant, un déficit de -1,5 % est attendu en 2025, en raison de la baisse des prix de l'énergie et, partant, de la baisse des revenus d'exportation d'hydrocarbures, ainsi que d'une augmentation des importations de biens d'équipement dans le cadre de Vision 2040 (cf. Partie 1).

- **Ancrage du rial non remis en question**

Le cumul d'excédents courants se traduit par une hausse des réserves de change (4,3 mois d'importations selon le FMI en 2024). A la fin des années 2010, lors de la période de prix du pétrole bas et de déficits jumeaux, le rial omanais a fait face à des tensions momentanées (2015-2016 puis 2020) sans pour autant que l'ancrage à l'USD ne soit remis en cause. La réduction des vulnérabilités (désendettement public, retour à un excédent courant) offre des marges pour assurer la soutenabilité du régime de change fixe à moyen terme, et la CBO continuera de calquer ses mouvements de taux d'intérêt sur ceux de la Federal Reserve aux États-Unis.

4. ASPECTS POLITIQUES

- **Stabilité politique à court terme**

La situation politique d'Oman est stable. L'accession au pouvoir du sultan Haïtham ben Tariq, à la mort du sultan Qabus ibn Saïd en janvier 2020, s'est effectuée sans perturbation. Les élections prévues en octobre 2027 ne devraient pas entraîner de changement significatif au sein du gouvernement, les partis politiques étant interdits et les représentants élus ayant un pouvoir limité.

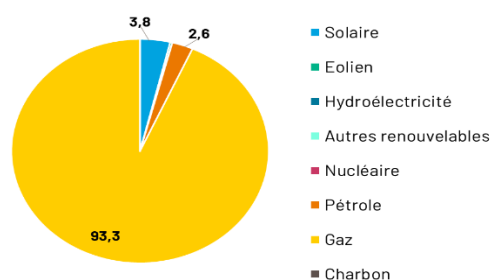
Le secteur public est largement plébiscité par les omanais mais les réformes liées à la Vision 2040, en particulier les efforts d'omanisation, visant à développer l'emploi privé, commencent à porter leurs fruits en matière d'emploi des nationaux, réduisant pour l'instant les risques d'instabilité sociale. Cependant, le taux de chômage des femmes et des jeunes reste tout de même élevé et la population jeune, dépendante des emplois publics, est très sensible au resserrement fiscal. Par ailleurs, les aléas pétroliers ont pu conduire à des restrictions budgétaires par le passé, notamment dans la fonction publique, amenant à des mouvements contestataires.

Malgré des tensions exacerbées au Yémen, le pays frontalier à l'ouest, les risques de sécurité externes sont limités à ce stade. Le Sultanat entretient des relations équilibrées avec les membres du Conseil de Coopération du Golfe, l'Iran mondiales, la Chine et les États-Unis.

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Oman est classé au 95^{ème} rang sur 181 de l'indicateur ND gain ce qui correspond à un niveau de vulnérabilité moyen. En effet, le pays fait face à des défis croissants en matière de gestion de l'eau, exacerbés par l'augmentation des températures. Pour y remédier, Oman investit massivement dans des technologies de dessalement et des infrastructures durables, tout en encourageant la recherche sur le traitement des eaux usées et l'adoption de technologies économes en eau. De plus, le pays est de plus en plus exposé à des épisodes de fortes intempéries, voire à des tempêtes tropicales qui entraînent des vents violents ainsi que des pluies fortes et extrêmement soudaines.

Oman : production d'électricité par sources, en % (2023=45,01 TWh)



Sources : Statistical Review of World Energy (BP, 2022); Global and European Electricity review (Ember, 2025)



Dans le cadre d'Oman Vision 2040, le pays vise la neutralité carbone d'ici 2050 en accélérant sa transition énergétique et en réduisant ses émissions industrielles. Il investit dans les énergies renouvelables (solaire, éolien, hydrogène vert) et le captage du carbone, tout en améliorant l'efficacité énergétique et en renforçant la

protection des puits de carbone naturels. Cependant, malgré les efforts de diversification économique, le risque de transition reste significatif, le mix énergétique d'Oman reposant quasi exclusivement sur des énergies fossiles (cf. graphique ci-dessus)

DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary	Chef économiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
Sabrina El Kasmi	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer	<i>Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr
Rita Bejjani	<i>Economiste stagiaire</i>	rita.bejjani@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin	<i>France, pays développés, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau	<i>France, pays développés, conjoncture ETI</i>	Thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.